



AMA - ORGATEC
Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

S.A. au capital de 60 000 € - 451 070 643 RCS Marseille - Code APE 6920Z

N° Identification intracommunautaire : FR 55451070643

Inscrite à l'Ordre des Experts-Comptables PACA

Inscrite près la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Aix-Bastia

Associés Commissaires aux Comptes près la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence

Associés Expert-Comptable de Justice

Olivier MALLÉN

Expert-comptable

Commissaire aux comptes

Expert-comptable de justice

Anthony LIGER

Expert-comptable

Commissaire aux comptes

Anánkê

Association

Siège social : 55 Avenue du Maréchal Foch
13004 Marseille

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

SIEGE SOCIAL :

53, rue Grignan
13006 Marseille
Tél. 04 91 04 14 10

PLAN DE CAMPAGNE :

Centre d'Affaires EXPOBAT – L7 – Rue de Lisbonne
13480 Cabriès
Tél. 04 42 02 08 45

AUBAGNE :

Centre Alta Rocca
1120, route de Gémenos
13400 Aubagne
Tél. 04 91 04 14 10

MARSEILLE :

45, rue Montgrand
13006 MARSEILLE
Tél : 04.91.04.14.10

Aux membres de l'organe délibérant de l'association Anánkê

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Président, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Anánkê relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de l'exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres du Conseil d'Administration

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celle-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend en connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité de l'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 10 octobre 2024

S.A AMA - ORGATEC
Olivier MALLÉN

DocuSigned by:
 **MALLÉN OLIVIER**
4DD181F63D354D0...

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale d'Aix-en-Provence

Bilan Actif

État exprimé en €

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023					Du 01/01/2022 Au 31/12/2022		
État exprimé en €		Brut		Amortis. Provisions		Net		Net	
Capital souscrit non appelé (I)		AA	10 500,00			10 500,00		10 500,00	
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations Incorporelles								
	Frais d'établissement	AB		AC					
	Frais de recherche et de développement	AD		AE					
	Concessions brevets droits similaires	AF		AG					
	Fonds commercial (1)	AH		AI					
	Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK					
	Avances et acomptes	AL		AM					
	Immobilisations Corporelles								
	Terrains	AN		AO					
	Constructions	AP		AQ					
	Installations techniques,mat et outillage indus.	AR		AS					
	Autres immobilisations corporelles	AT	2 958,06	AU	2 259,47	698,59	1 684,62		
	Immobilisations en cours	AV		AW					
	Avances et acomptes	AX		AY					
	Immobilisations Financieres								
	Participations évaluées selon mise en équivalence	CS		CT					
	Autres participations	CU		CV					
	Créances rattachées à des participations	BB		BC					
	Autres titres immobilisés	BD	61,00	BE		61,00	61,00		
	Prêts	BF	8 500,00	BG		8 500,00	8 500,00		
	Autres immobilisations financières	BH	1 500,00	BI		1 500,00	1 500,00		
	TOTAL (II)		BJ	13 019,06	BK	2 259,47	10 759,59	11 745,62	
	ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours							
Matières premières, approvisionnements		BL		BM					
En-cours de production de biens		BN		BO					
En-cours de production de services		BP		BQ					
Produits intermédiaires et finis		BR		BS					
Marchandises		BT		BU					
Avances et Acomptes versés sur commandes		BV		BW					
Créances									
Créances clients et comptes rattachés (3)		BX	112 861,46	BY	5 680,00	107 181,46	316 238,36		
Autres créances (3)		BZ	20 111,19	CA		20 111,19	45 935,86		
Capital souscrit appelé, non versé		CB		CC					
Valeurs mobilières de placement		CD		CE					
Disponibilités		CF	169 158,43	CG		169 158,43	26 295,82		
Charges constatées d'avance (3)		CH	350,98	CI		350,98	335,68		
TOTAL (III)		CJ	302 482,06	CK	5 680,00	296 802,06	388 805,72		
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CL							
	Primes et remboursement des obligations (V)	CM							
	Ecart de conversion actif (VI)	CN							
TOTAL ACTIF		CO	326 001,12	1A	7 939,47	318 061,65	411 051,34		
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :		CP	(3) Part à plus d'un an :		CR		
Clause de réserve de propriété :*		Immobilisations :		Stocks :		Créances :			

Bilan Passif

État exprimé en €

Du 01/01/2023 Au 31/12/2023	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
--------------------------------	--------------------------------

Capitaux Propres	Capital social ou individuel (1)		DA	21 000,00	21 000,00
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		DB		
	Ecart de réévaluation (2)		DC		
	RESERVES				
	Réserve légale (3)		DD		
	Réserves statutaires ou contractuelles		DE		
	Réserves réglementées (3)		DF		
	Autres réserves		DG	18 421,00	18 421,00
	Report à nouveau		DH	38 585,67	17 862,26
	Résultat de l'exercice		DI	15 046,12	20 723,41
Autres Fonds Propres	Subventions d'investissement		DJ		
	Provisions réglementées		DK		
Total des capitaux propres			DL	93 052,79	78 006,67
Autres Fonds Propres	Produits des émissions de titres participatifs		DM		
	Avances conditionnées		DN		
Total des autres fonds propres			DO	0,00	0,00
Provisions	Provisions pour risques		DP		
	Provisions pour charges		DQ		
Total des provisions			DR	0,00	0,00
Dettes	DETTES FINANCIERES				
	Emprunts obligataires convertibles		DS		
	Autres emprunts obligataires		DT		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (5)		DU		5 510,97
	Emprunts et dettes financières divers		DV	407,58	61,00
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		DW		
	DETTES D'EXPLOITATION				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		DX	187 539,50	286 961,27
	Dettes fiscales et sociales		DY	35 459,26	40 041,76
	DETTES DIVERSES				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		DZ			
Autres dettes		EA	1 602,52	469,67	
Produits constatés d'avance (4)			EB		
Total des dettes			EC	225 008,86	333 044,67
Ecart de conversion passif			ED		
TOTAL PASSIF			EE	318 061,65	411 051,34
Renvois	(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital	1B		
	(2)	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C		
		Écart de réévaluation libre	1D		
		Réserve de réévaluation (1976)	1E		
	(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
	(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG		
	(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH		5 510,97

Compte de résultat 1/2

État exprimé en €

Du 01/01/2023 Au 31/12/2023		Du 01/01/2022 Au 31/12/2022			
FC					
FF					
FI				487 794,00	528 357,87
FL				487 794,00	528 357,87
FM					
FN					
FO					
FP				1 488,81	217,76
FQ	1 055,61				
FR	490 338,42	528 575,63			
FS					
FT					
FU					
FV					
FW				359 754,44	405 766,05
FX				2 636,70	-113,35
FY				76 982,64	67 543,06
FZ				24 714,79	17 481,85
GA	986,03	938,62			
GB					
GC					
GD				5 680,00	
GE				21,44	6,97
GF	470 776,04	491 623,20			
GG	19 562,38	36 952,43			
GH					
GI					
GJ					
GK					
GL				0,61	
GM					
GN					
GO					
GP	0,61	0,00			
GQ					
GR					
GS					
GT					
GU				0,00	
GV				0,61	
GW	19 562,99	36 952,43			

Compte de résultat 2/2

Etat exprimé en €

Etat exprimé en €				Du 01/01/2023 Au 31/12/2023		Du 01/01/2022 Au 31/12/2022		
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS					19 562,99	36 952,43		
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion			HA	1 343,32	105,40		
	Sur opérations en capital			HB				
	Reprises sur provisions et transfert de charges			HC				
Total des produits exceptionnels (7)				HD	1 343,32	105,40		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion (6bis)			HE	3 205,00	12 677,35		
	Sur opérations en capital			HF				
	Dotations aux amortissements et aux provisions (6ter)			HG				
Total des charges exceptionnelles (7)				HH	3 205,00	12 677,35		
RESULTAT EXCEPTIONNEL				HI	-1 861,68	-12 571,95		
PARTICIPATION DES SALARIES IMPOTS SUR LES BENEFICES				HJ HK	2 655,19	3 657,07		
TOTAL DES PRODUITS				HL	491 682,35	528 681,03		
TOTAL DES CHARGES				HM	476 636,23	507 957,62		
RESULTAT DE L'EXERCICE				HN	15 046,12	20 723,41		
RENOIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme			HO			
	(2)	produits de locations immobilières			HY			
		produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)			1G	1 343,32	105,40	
	(3)	- Crédit-bail mobilier *			HP			
		- Crédit-bail immobilier			HQ			
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)			1H	3 022,00	12 670,25	
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées			1J			
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées			1K			
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)			HX			
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans les PME innovantes (art 217 octies)			RC			
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art 39 quinquies D)			RD			
	(9)	Dont transferts de charges			A1			
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)			A2			
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)			A3			
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)			A4			
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives		A6		obligatoires	A9	
	(7)	Détails des produits et charges exceptionnels :				Exercice N		
						Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels
	(8)	Détails des produits et charges sur excercices antérieurs :				Exercice N		
						Charges antérieures		Produits antérieurs